Arrêté

du 22 décembre 1987

concernant les émoluments de la Police cantonale

Le Conseil d'Etat du canton de Fribourg

Vu la loi du 15 novembre 1990 sur la Police cantonale ;

Sur la proposition de la Direction de la justice, de la police et des affaires militaires,

Arrête :

Art. 1 **Objet**

¹ Le présent arrêté détermine les émoluments qui sont perçus :

- a) pour certains frais liés à des opérations de police judiciaire (art. 2 à 7) ;
- b) pour certaines autres prestations de la Police cantonale, fournies principalement dans l'intérêt des particuliers (art. 8 à 13).

² Sont réservés les émoluments perçus en vertu d'autres dispositions cantonales ou du droit fédéral.

A. Police judiciaire

Art. 2 **Déplacements**

¹ Pour l'usage des véhicules, il est perçu un émolument forfaitaire de 50 francs par déplacement.

² Pour les déplacements hors du canton, l'émolument est de 1 fr. 20 par kilomètre et par véhicule, mais au minimum de 50 francs par déplacement. En cas d'utilisation de moyens de transports publics, l'émolument correspond aux frais de transport.

Art. 3 **Dossier**

- a) Original

Pour le dossier original, il est perçu :

	Fr.
a) pour l'établissement d'un plan, selon le temps d'exécution	200.– à 800.–
b) pour l'établissement d'un croquis, selon le temps d'exécution	50.– à 200.–
c) pour une photographie	10.–

Art. 4 b) Copies

¹ Pour les copies de pièces du dossier, délivrées par la Police cantonale sous l'autorité du juge compétent, il est perçu :

	Fr.
a) pour des photocopies, par page	1.–
b) pour une photographie	10.–
c) pour une photocopie d'une page contenant une ou plusieurs photographies, par page	5.–

Les copies destinées à des organes officiels sont franches d'émoluments.

² Pour les photocopies de rapports, les attestations et les autres renseignements ou documents destinés à des assurances, il est perçu l'émolument suivant :

	Fr.
a) pour des photocopies de rapports	
– forfait de base	20.–
– en plus, par page	
photocopie ordinaire	1.–
photocopie couleur (reproduction de photographies)	5.–
b) pour des plans de grand format	
– forfait	70.–
c) pour des attestations d'assurance ou d'autres renseignements	
– forfait	30.–

Art. 5 Matériel

¹ Le matériel utilisé par la police judiciaire est facturé au prix coûtant, sous réserve des forfaits prévus aux alinéas 2 à 4 ci-après.

² Pour le matériel utilisé par le service d'identification judiciaire pour un constat technique, il est perçu un émolument de 50 francs.

³ Pour le matériel utilisé lors d'un accident de la circulation, il est perçu :

	Fr.
a) en cas d'intervention sur une route cantonale ou communale	30.–
b) en cas d'intervention sur une autoroute	50.–

Les frais éventuels de remplissage des extincteurs et de remplacement du matériel de lutte contre la pollution par les hydrocarbures sont dus en sus.

⁴ Lorsque les constatations de la Police cantonale engendrent une dénonciation pénale, il est perçu en outre :

	Fr.
a) pour un alcootest	40.–
b) pour le contrôle du poids d'un véhicule	50.–

Art. 5a Rapports

...

Art. 6 Prestations particulières

Pour les prestations suivantes, il est perçu :

	Fr.
a) pour la notification d'un acte judiciaire, frais de déplacement compris	50.–
b) pour l'établissement d'un rapport technique ou d'un rapport d'expertise en matière de circulation routière, selon le temps d'exécution et le domaine concerné	30.– à 200.–
c) pour le contrôle de cyclomoteurs et de motocycles, en cas de violation des prescriptions :	
aa) pour le démontage de cyclomoteurs en vue du séquestre	50.–
bb) pour le contrôle de cyclomoteurs après remise en état	30.–
cc) pour le démontage et le contrôle de motocycles	60.–
d) pour l'entreposage de véhicules et de bateaux dans les locaux de l'Etat, par jour	
aa) cycle	2.–

bb) cyclomoteur	5.–
cc) motorcycle	7.–
dd) véhicule automobile jusqu'à 3,5 t	10.–
ee) véhicule automobile de plus de 3,5 t	35.–
ff) remorque, selon volume	10.– à 40.–
gg) autre véhicule et bateau, selon le volume	10.– à 40.–
e) pour le transport ou l'escorte de personnes, en sus de l'émolument prévu à l'article 2, par heure et par agent	50.–
f) pour une expertise effectuée par le service d'identification judiciaire, par heure et par agent	60.–
g) pour la mise en place d'une alarme temporaire ou d'un contrôle technique	100.–
h) pour la recherche et la récupération de véhicules ou de bateaux volés, par heure et par agent, frais de déplacement compris	60.–
i) pour l'engagement d'un chien de police avec conducteur, forfaitairement	60.–
j) pour les frais d'analyse ADN, selon les coûts effectifs	

Art. 6a

Pour les frais administratifs liés à l'établissement et à la communication d'un rapport, il est perçu, en plus des émoluments prévus dans les articles 2 à 6 du présent arrêté, un émolument de 30 francs.

Art. 7 Procédure

¹ Les émoluments prévus aux articles 2 à 6 ci-dessus sont fixés et perçus conformément aux dispositions relatives aux frais judiciaires en matière pénale et en matière civile.

² Toutefois, les émoluments dus pour la délivrance de copies de rapports ou de renseignements à des assurances sont perçus directement par la Police cantonale. L'article 12 est applicable.

B. Autres prestations

Art. 8 Actes administratifs

Pour les actes suivants, il est perçu :

	Fr.
a) pour la délivrance d'un livret de travail OTR	15.–
b) pour la dispense de la tenue d'un livret de travail OTR ou du registre patronal	30.–
c) pour l'autorisation d'une restriction temporaire de la circulation ou de la navigation délivrée à un organe privé, selon l'importance et la durée de la restriction	100.– à 500.–
d) pour la délivrance d'urgence d'un permis, en dehors des heures d'ouverture de l'Office de la circulation et de la navigation	30.–
e) pour la délivrance d'urgence d'une autorisation exceptionnelle de circuler le dimanche, un jour férié ou de nuit, en dehors des heures d'ouverture de l'Office de la circulation et de la navigation	30.–
f) pour les autres décisions rendues par la Police cantonale dans l'intérêt de particuliers, selon l'importance du travail	30.– à 500.–

Art. 9 Services spéciaux

¹ Pour les services spéciaux suivants, il est perçu :

	Fr.
a) pour le service de circulation et le service d'ordre lors de manifestations (cortèges, courses, manifestations commerciales, sportives ou culturelles, fêtes, assemblées, etc.), par heure et par agent	60.–
Les manifestations patriotiques, religieuses ou militaires organisées par une commune ou par une autre collectivité publique ainsi que les activités militaires hors service reconnues par le Département militaire fédéral sont franches d'émoluments.	
b) pour l'accompagnement de transports spéciaux au sens de la législation sur la circulation routière, par heure et par agent	70.–
c) pour l'accompagnement de transports de fonds, par heure et par agent	100.–
d) pour la plongée subaquatique, par heure et par agent	50.–
e) pour l'engagement d'un chien de police avec conducteur, par heure	50.–

f)	pour le renflouage et la mise en fourrière de bateaux, par heure et par agent	50.–
g)	pour la recherche et le sauvetage de personnes, dès le quatrième jour – mais dès le premier jour en cas de faute grave –, par heure et par agent	50.–
h)	pour l'hébergement d'un chien, forfaitairement	20.–
i)	pour le dépannage d'un véhicule	
	– de jour	190.–
	– de nuit	250.–
j)	pour les mesures prises en cas d'entraves à la navigation, par heure et par agent	70.–
k)	pour d'autres prestations spéciales, fournies principalement dans l'intérêt de particuliers, par heure et par agent	60.– à 80.–

En cas de risque spécial ou de travail particulièrement difficile, ce montant peut être augmenté jusqu'à son double.

² De nuit, soit entre 20 et 6 heures, les émoluments prévus à l'alinéa 1 let. b à g sont majorés de 15 francs par heure.

³ La durée de l'engagement, qui comprend également le temps de déplacement, est mesurée par demi-heure, chaque demi-heure entamée étant facturée en plein.

⁴ En sus de l'émolument ainsi calculé, il est perçu pour l'usage des véhicules :

	Fr.	
a)		
	par kilomètre et par véhicule automobile ou motocycle engagé	1.20
	mais, au minimum	50.–
b)	par heure et par embarcation :	
	aa) pour une embarcation légère	60.–
	bb) pour le bateau de police	175.–

⁵ Pour le contrôle des passagers d'un avion utilisant un aéroport sis sur le territoire du canton de Fribourg pour des vols à vide transfrontières, il est perçu, forfaitairement:

	Fr.	
a)	pour le contrôle des documents de légitimation	70.–

- b) pour le contrôle des documents de légitimation avec
contrôle douanier 100.–

Art. 10 Alarmes

a) Réception d'alarmes

¹ Pour les alarmes dont la Police cantonale assure la réception, il est perçu :

Fr.

- a) droit unique de raccordement 620.–
- b) abonnement mensuel :
- aa) pour le réseau TT de Fribourg et environs
(système TUS) 75.–
- bb) pour les autres réseaux TT (téléalarmes) 50.–
- c) pour l'établissement du dossier d'intervention, selon
l'importance du travail 500.– à 2500.–

² Pour l'établissement du dossier d'intervention dans le cas de dispositifs d'alarme non reliés à la Police cantonale, il est perçu, selon l'importance du travail, un émoluments de 300 à 750 francs.

³ Pour les interventions de la police dues à une fausse alarme donnée par un dispositif technique, même non relié à la police, il est perçu :

Fr.

- a) pour la première fausse alarme durant une année 100.–
- b) pour chaque fausse alarme suivante dans la même année 300.–

Art. 11 b) Transmission d'alarmes

Pour la transmission d'alarme par la Police cantonale, il est perçu :

- a) pour l'alarme collective du feu par groupe de dix : une taxe annuelle de 35 centimes par habitant, mais au minimum de 130 francs et au maximum de 400 francs par groupe de pompiers ;
- b) pour l'alarme collective Gfeller :
- aa) la participation aux frais d'exploitation prévue par l'arrêté du 30 juin 1981 concernant la répartition des frais d'exploitation du centre d'alarme et des centres d'intervention en cas de catastrophe et de pollution des eaux par hydrocarbures ;
- bb) pour les frais de mutation, un émoluments de 5 fr. 80 par abonné.

Art. 11^{bis} Travaux de spécialistes

¹ Pour les travaux effectués par des collaborateurs civils, spécialistes techniques, par heure et par personne 60.–

² Le matériel utilisé est facturé au prix coûtant.

Art. 12 Procédure

¹ Les émoluments sont facturés et perçus par les services concernés de la Police cantonale, conformément aux directives du commandant.

² Celui qui conteste le principe ou le montant d'un émolument ainsi perçu peut, dans les dix jours, interjeter une réclamation auprès du commandant.

³ La décision sur réclamation est sujette à recours auprès de la Direction de la sécurité et de la justice.

Art. 13 Réduction et remise

Les émoluments peuvent, d'office ou sur requête, être réduits ou remis par la Direction de la sécurité et de la justice dans les mêmes cas que ceux qui sont prévus par le code de procédure et de juridiction administrative.

C. Dispositions finales**Art. 14** Abrogation

Sont abrogés :

- a) l'arrêté du 13 février 1978 concernant les émoluments et les taxes à percevoir par la gendarmerie cantonale ;
- b) l'article 14 al. 1 du tarif du 12 décembre 1969 des frais judiciaires en matière pénale ;
- c) les articles 8, 9 et 10 de l'arrêté du 22 septembre 1945 sur le Service d'identification judiciaire.

Art. 15 Entrée en vigueur

¹ La Direction de la sécurité et de la justice est chargée de l'exécution de cet arrêté, qui entre en vigueur le 1^{er} avril 1988.

² Cet arrêté est publié dans la Feuille officielle, inséré dans le Bulletin des lois et imprimé en livrets.